

# Merkel affirme que la liberté d'expression doit être limitée pour que la société soit libre

écrit par Julien Martel | 3 décembre 2019



Lors de son dernier discours devant le Bundestag, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré aux législateurs que la liberté d'expression devait être limitée pour que la société reste libre.

“Nous avons la liberté d'expression dans notre pays”, a déclaré Mme Merkel à ses collègues du parlement allemand lors d'un discours enflammé que la Deutsche Welle (DW) a diffusé vendredi sur les médias sociaux.

“Pour tous ceux qui prétendent ne plus pouvoir exprimer leur opinion, je leur dis : Si vous exprimez une opinion prononcée, vous devez vivre avec le fait que vous serez contredit. Exprimer une opinion n'est pas gratuit”, a poursuivi le chef de l'Etat allemand.

“Mais la liberté d'expression a ses limites “, a averti Mme Merkel, ajoutant que “Ces limites commencent là où la haine

se propage. Ils commencent là où la dignité des autres est violée.”

“Cette institution doit s’opposer aux discours extrêmes. Sinon, notre société ne sera plus la société libre qu’elle était”, a conclu Mme Merkel.

*Angela Merkel is not known for her passion. But in this fiery speech about freedom of expression, the chancellor was unusually emotional. □ [pic.twitter.com/TbysWv0b0K](https://pic.twitter.com/TbysWv0b0K)*

*– DW Politics (@dw\_politics) [November 27, 2019](#)*

L’année dernière, le législateur allemand a interdit l’utilisation de ce que l’on appelle le “discours de haine”. En vertu des nouvelles lois, les sites web peuvent se voir infliger des amendes pouvant atteindre 50 millions d’euros pour ne pas avoir supprimé de leurs plates-formes les “discours de haine”.

Cette nouvelle loi vise les médias indépendants et les politiciens populistes qui osent parler des effets dévastateurs que les décisions politiques en faveur des migrations de masse de Merkel continuent d’avoir sur l’Allemagne et l’Europe.

Avec cette loi, certains Allemands ont déjà été accusés d’incitation à la haine pour avoir signalé des statistiques sur les viols de migrants, les taux de chômage des migrants et d’autres faits que la gauche préfère passer sous silence.

[En France, nous avons la [loi Avia](#) qui donne tout pouvoir aux réseaux sociaux, aux médias et aux juges pour supprimer, voire poursuivre tout propos qui leur déplaît au motif que le discours serait haineux.]

Fin septembre, la chambre haute du parlement allemand, le Bundesrat, a encore pris une autre mesure pour limiter la

liberté d'expression avec la proposition d'une loi qui, si elle était adoptée, interdirait toute forme de dénigrement du drapeau de l'UE et de l'hymne européen.

.

[Voice of Europe](#), 2 décembre 2019.